
Meilleurs vœux pour 2006

Directive-cadre services

Le rapport sur la proposition de directive-cadre sur les services sur lequel la commission marché intérieur du Parlement européen s'est prononcé en novembre dernier (voir bulletin 184/185) sera examiné en séance plénière lors de la session des 13/16 février prochains. A la suite d'un débat extrêmement serré, l'exclusion des services d'intérêt économiques général (SIEG) de la directive-cadre avait été refusée à deux voix près lors du vote de novembre. Evelyne Gebhardt, rapporteur du projet, avait alors estimé que des négociations pourraient encore avoir lieu d'ici la séance de février sur la question de leur exclusion, ainsi que celle du principe du pays d'origine.

Le CELSIG appelle les parlementaires européens à un sursaut lors de la plénière de février et à voter pour l'exclusion des SIEG qui sont des services qui relèvent d'objectifs particuliers et donc de règles spécifiques qui doivent être définis, sans retard, dans un cadre juridique communautaire adapté.

Evaluation des SIEG

La Commission a publié le 20 décembre 2005, un rapport sur l'évaluation des performances des entreprises prestataires de services d'intérêt économique général dans les domaines des télécommunications fixes et mobiles, de l'électricité, du gaz, des transports aérien, ferroviaires et routiers, des services postaux (domaines représentant 6 à 8% de la valeur ajoutée et 5% des emplois de l'Union). C'est le deuxième rapport d'évaluation horizontale des industries de réseau, après celui de juin 2004, adoptée par la Commission sur la base de sa méthodologie de juin 2002 (voir bulletin 158).

Après avoir rappelé les récentes évolutions législatives sectorielles intervenues, le rapport conclut que i/ l'ouverture des marchés à la concurrence a largement contribué à l'amélioration des performances (prix réduits, productivité accrue) et que les performances sont d'autant meilleures que le degré d'ouverture du marché est élevé ii/ l'ouverture des marchés a des retombées positives sur le reste de l'économie et sur l'emploi (500 000 emplois nouveaux entre 1990 et 2001) iii/ les prix des SIEG sont comparables dans les nouveaux et anciens Etats membres, même s'ils sont moins abordables dans les nouveaux iv/ de nombreux obstacles à la concurrence et à l'achèvement du marché intérieur subsistent v/ les consommateurs sont très satisfaits (77% pour les services postaux, 66% pour le transport ferroviaire) même si 17 à 35% des consommateurs jugent les prix excessifs ou inabordables et que ceux des nouveaux Etats membres craignent les hausses des prix.

http://europa.eu.int/comm/internal_market/fr/update/economicreform/index.htm

Comme le précédent, ce rapport appelle de sérieuses observations et, alors qu'il mérite un examen .../...

Best wishes for the year 2006

Services framework-directive

The report on the proposal for a framework directive for services on which the European Parliament internal market committee ruled in November last year (see bulletin 184/185) will be examined during a plenary sitting scheduled for February 13th to 16th. After a very tight debate the exclusion of services of general economic interest (SGEI) from the framework directive was rejected by a narrow margin of only two votes during the November vote. Evelyne Gebhardt, rapporteur of the draft, had at that time deemed that negotiations on the question of their exclusion, as well as on the principle of the country of origin, could still take place before the February meeting.

CELSIG is calling members of the European Parliament to make a leap forward, during the February plenary session, and vote for the exclusion of the SGEI which are services that concern specific objectives and, thus, specific rules which need to be defined, forthrightly, within an appropriate Community legal framework

Evaluation of SGEI

On 20th December 2005, the Commission published a report on the evaluation of performances of companies providing services of general economic interest in the fields of fixed and mobile telecommunications, electricity, gas, postal services, air, rail and road transports (areas accounting for 6 to 8% of the added value and 5% of jobs in the Union). This is the second horizontal evaluation report for network firms, after that of June 2004, which was adopted by the Commission on the basis of its methodology of June 2002 (see bulletin 158).

After recalling the recent sectoral legislative developments in the matter, the report concludes that i/ the opening of markets to competition has largely contributed to the improvement of performances (price reductions, increased productivity) and that the higher the level of openness the better was the performance observed ii/ the opening of markets has had positive repercussions on the rest of the economy and on employment (500 000 new jobs between 1990 and 2001) iii/ charges of SGEI in the new and old Member States, are comparable, even though they remain less affordable in the former countries iv/ a number of obstacles to competition and to the accomplishment of the internal market still exist v/ consumers are highly satisfied (77% in the postal service, 66% in the railway transport) even though 17 to 35% of consumers consider service charges as being excessive or unaffordable and that consumers in the new Member States apprehend rises of prices.

http://europa.eu.int/comm/internal_market/en/update/economicreform/index.htm

As in the previous report, the present one puts forward serious observations and, whereas it deserves .../...

approfondi avec toutes les parties prenantes, il n'est disponible qu'en anglais, ce qui revient à exclure *de facto* 80 ou 9 % des usagers, des consommateurs et des citoyens de l'Union européenne. Comment, dans ces conditions, croire la Commission quand elle parle de transparence ?

Avec ce rapport, la Commission s'enferme dans la caricature d'une institution européenne technocratique, répétant en boucle ses propres convictions et sourde aux préoccupations des peuples européens, continuant d'alimenter ainsi le rejet de L'Europe, tels que ceux qui se sont manifestés lors des référendums sur le traité constitutionnel en France et au Pays-Bas. Ce rapport confirme que la Commission ne peut continuer à être juge et partie en matière de SIEG et que, comme le propose le CELSIG depuis de nombreuses années, il est indispensable de créer une instance d'évaluation indépendante, associant toutes les parties concernées.

Conseil européen

Le Conseil européen, qui s'est tenu à Bruxelles les 16 et 17 décembre 2005, a été marqué par un accord sur les perspectives financières de l'Union pour la période 2007/2013, qui a été dégagé après de très difficiles négociations. Le budget 2007/2013 aura un volume global de 862,363 milliards d'euros (soit 1,045% du revenu national brut de l'Union). On notera, en particulier que : dans le domaine de la compétitivité, le Conseil "marque son accord à la création d'un Fonds d'ajustement à la mondialisation, chargé de fournir une assistance complémentaire aux travailleurs qui perdent leur emploi en raison des modifications majeures du commerce mondial" (500 millions d'euros par an). Il sera financé sur des fonds sous-utilisés ; en matière de sécurité nucléaire, le Conseil demande de prévoir les aides nécessaires pour le déclassement de centrales ; en matière de cohésion (fonds structurels et de cohésion), l'accord prévoit des règles plus souples dans l'utilisation des crédits pour les nouveaux Etats membres. L'accord prévoit, également, une clause de révision : la Commission est invitée à "entreprendre un réexamen complet et global, couvrant tous les aspects des dépenses de l'UE, y compris la PAC [politique agricole commune], ainsi que des ressources, y compris la compensation en faveur du Royaume-Uni, et à faire rapport en 2008-2009". Au plus tard en 2013, le Royaume-Uni devra participer pleinement au financement des coûts de l'élargissement depuis le 1er mai 2004.

On notera, encore, que, dans ses conclusions, le Conseil "rappelle l'importance que revêtent les valeurs européennes communes de solidarité, de justice sociale et de développement durable, qui sont la base des politiques de l'Union" ; il "prend acte du rapport intermédiaire [...] sur les débats nationaux consacrés à l'avenir de l'Europe qui sont actuellement menés dans tous les Etats membres" (voir bulletin184/185) ; il "décide d'accorder le statut de pays candidat à l'ancienne république yougoslave de Macédoine" (Arym).

Rappelons que depuis 1993, le budget fait l'objet d'un accord entre le Parlement, le Conseil et la Commission, et que l'accord de décembre doit être avalisé par le Parlement européen. Celui-ci devrait se prononcer en février.

a very close examination, by all concerned parties, it is available only in English, which amounts to excluding, *de facto*, 8 or 9 % of users, consumers and citizens of the European Union. How, under such conditions, can the Commission be taken seriously when it speaks about transparency?

Through this report, the Commission positions itself deep into the caricature of a technocratic European institution, repeatedly asserting its own convictions whilst turning a deaf ear to the concerns of the European people, in so doing fuelling the rejection of Europe, such as was the case in the outcome of the referendums on the constitutional treaty in France and in the Netherlands. This report confirms that the Commission cannot continue to be judge and jury as regards SGEI and that, as has been proposed by CELSIG for a number of years, it is essential to set up an independent evaluation authority, associating all concerned parties.

European Council

The European Council, which was held in Brussels on the 16th and 17th December 2005, was marked by an agreement on the financial prospects of the Union over the period 2007/2013, which was reached after very difficult negotiations. The 2007/2013 total budget will amount to 862.363 billion euros (representing 1.045% of the Union's gross national income). It will be noted, in particular, that: in the field of competitiveness the Council "shows its assent to the creation of globalisation adjustment fund, assigned to provide supplementary assistance to workers who lose their jobs due to major modifications in the world trade" (500 million euros per annum). It will be financed by under-utilised funds; as regards nuclear safety, the Council calls for the decommissioning of power stations; as regards cohesion (structural and cohesion funds), the agreement provides for more flexible rules in the use of appropriations by the new Member States. The agreement also provides for a revision clause: the Commission is being asked "to undertake a complete and total re-examination, covering all aspects of the EU expenditures, including the CAP [common agricultural policy], as well as resources, including the United Kingdom's rebate, and to submit a report during the period 2008-2009". By 2013, at the latest, the United Kingdom will have to take part, fully, in financing the costs of enlargement that began on 1st May 2004.

It will be noted that, in its conclusions, the Council still "recalls the significance of common European values of solidarity, social justice and sustainable development which are the basis of the Union's policies"; it "notes the interim report [...] on national debates regarding the future of Europe, which are currently underway in all Member States" (see bulletin184/185); it "decides to grant candidate country status to the former Yugoslav Republic of Macedonia" (Fyrom).

We should not forget that since 1993, the budget has been the subject of an agreement between the Parliament, the Council and the Commission, and that the December agreement has to be endorsed by the European Parliament. The decision of the latter is due in February.